

N° 1381.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE ET JAPON

Accord aéronautique en vue d'assu-
rer l'application de l'article 198 du
Traité de Versailles. Fait à Paris,
le 22 mai 1926.

GERMANY AND BELGIUM,
BRITISH EMPIRE,
FRANCE, ITALY AND JAPAN

Agreement on Aerial Navigation
with a view to the Application of
Article 198 of the Treaty of Ver-
sailles. Done at Paris, May 22,
1926.

N^o 1381. — ACCORD AÉRONAUTIQUE¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LES GOUVERNEMENTS BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN ET JAPONAIS, EN VUE D'ASSURER L'APPLICATION DE L'ARTICLE 198 DU TRAITÉ DE VERSAILLES. FAIT A PARIS, LE 22 MAI 1926.

No. 1381. — AGREEMENT ON AERIAL NAVIGATION¹ BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE BELGIAN, BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS, WITH A VIEW TO THE APPLICATION OF ARTICLE 198 OF THE TREATY OF VERSAILLES. DONE AT PARIS, MAY 22, 1926.

Textes officiels français et allemand communiqués par la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 décembre 1926.

French and German official texts communicated by the Conference of Ambassadors. The registration of this Agreement took place December 3, 1926.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I. LETTRE DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS A L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS

I. LETTER FROM THE CONFERENCE OF AMBASSADORS TO THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.
N^o 123.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
THE PRESIDENT.
No. 123.

PARIS, le 22 mai 1926.

PARIS, May 22, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au nom des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la communication suivante :

On behalf of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments, I have the honour to bring to your notice the following communication :

¹ Entré en vigueur le 9 août 1926.

¹ Came into force August 9, 1926.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

1. Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués des gouvernements ci-dessus énumérés, d'une part, et les délégués du Gouvernement allemand, d'autre part, sur le régime à appliquer à l'avenir, à l'aéronautique civile allemande, afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles, ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement allemand mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra, sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires.

» Dès que le Gouvernement allemand aura mis en vigueur lesdites mesures, le Comité de garantie aéronautique sera retiré.

» Dès ce moment, et sans attendre l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, les dispositions de l'article 213 du Traité de Versailles s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés, et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement allemand, en exécution dudit traité, en matière aéronautique, sans préjudice du règlement des questions soulevées par le Gouvernement allemand, dans la lettre du ministre des Affaires étrangères allemand au Secrétaire général de la Société des Nations, en date du 12 janvier 1926, au sujet des décisions prises par le Conseil de la Société des Nations touchant l'exercice du droit d'investigation.

» Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 213.

» Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement allemand, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 213 du Traité de Versailles. »

2. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais approuvent, en ce qui les concerne, l'accord ci-dessus visé, et qu'ils déclarent, dès maintenant, accepter que la mise en vigueur des mesures convenues implique l'abrogation des dispositions actuellement appliquées, afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles. D'autre part, il reste naturellement entendu que,

1. The negotiations which have taken place at Paris between the delegates of these Governments and the delegates of the German Government, with regard to the régime to be applied in future to German civil aviation with a view to the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles, have resulted in an Agreement on the following basis :

“ The German Government shall apply the regulations given in detail in the attached annexes and shall take the measures requisite to this end without delay.

“ As soon as the German Government has put into force these measures, the Aeronautical Committee of Guarantee will be withdrawn.

“ From that date, and without awaiting Germany's entry into the League of Nations, the provisions of Article 213 of the Treaty of Versailles shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the German Government in air matters, in pursuance of the Treaty of Versailles, without prejudice to the settlement of the questions raised by the German Government in the letter from the German Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations, dated January 12, 1926, regarding the decisions taken by the Council of the League of Nations as to the exercise of the right of investigation.

“ The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 213.

“ The notes exchanged at the conclusion of negotiations, and their annexes, together with the regulations enacted by the German Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations with a view to the application of Article 213 of the Treaty of Versailles. ”

2. I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments approve these Agreements, and that they hereby recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions at present applied to ensure the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles. Furthermore, it is of course understood that, in pursuance of Article 198 of that Treaty, the armed

conformément à l'article 198 dudit traité, les forces militaires de l'Allemagne ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

ANNEXE I

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 198 DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

I.

Le Gouvernement allemand promulguera et mettra en vigueur l'ordonnance dont la teneur suit :

« 1^o Sont interdites : la construction, la détention, l'importation ou la mise en circulation d'aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir un engin de guerre quelconque, tel que canon, mitrailleuse, torpille, bombe, ou des instruments de visée ou de lancement pour de tels engins.

» 2^o Toute contravention au paragraphe 1 ci-dessus sera punie d'une amende allant jusqu'à 10.000 marks et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois mois, ou de l'une ou l'autre de ces peines. Les appareils seront saisis et rendus inutilisables.

» 3^o L'article 2, de l'Ordonnance en date du 12 février 1926, pour l'exécution de la loi du 22 mai 1921 (*Reichsgesetzblatt I*, p. 235) sur l'application des articles 177 et 178 du Traité de Versailles, s'applique à toute association contrevenant au paragraphe 1 ci-dessus. »

II.

Le Gouvernement allemand veillera à ce que l'aéronautique civile allemande soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal, tant en ce qui concerne l'aéronautique commerciale, qui ne pourra être subventionnée que dans une mesure correspondant à ce développement, qu'en ce qui concerne les appareils

forces of Germany will not include any military or naval air forces.

Accept, etc.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

ANNEX I.

MEASURES FOR ENSURING THE EXECUTION OF ARTICLE 198 OF THE TREATY OF VERSAILLES.

I.

The German Government shall issue and put into force a decree to the following effect :

(1) No aircraft, armoured or protected in any way whatsoever, or equipped to receive any engine of war, such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs, or apparatus for the sighting or discharge of these engines of war, shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

(2) Offences against Paragraph 1 above shall be punished by a fine not exceeding 10,000 marks and a term of imprisonment not exceeding three months, or by either of these penalties. The aircraft shall be seized and rendered useless.

(3) Article 2 of the Decree, dated February 12, 1926, applying the Law of May 22nd, 1921, regarding the execution of Articles 177 and 178 of the Treaty of Versailles (*Reichsgesetzblatt, I*, p. 235), shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

II.

The German Government shall see that German civil aviation is kept within the limits of normal development, both in regard to commercial aviation, which shall not be subsidised in excess of these requirements, and in regard to aircraft employed in flying schools, and, further, in regard to amateur aviation, subject to the

utilisés dans les écoles et en ce qui concerne l'aviation de sport, sous réserve des limitations résultant des dispositions ci-après.

III.

a) Le Gouvernement allemand subordonnera à une autorisation spéciale, par lui délivrée, la construction ou l'importation d'avions qui posséderaient les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond.

b) Le Gouvernement allemand accordera l'autorisation spéciale, visée ci-dessus, exclusivement pour participer à des courses ou compétitions internationales annoncées publiquement ou à des records contrôlés officiellement, ainsi que pour les préparatifs que nécessiterait cette participation. En aucun cas, ces préparatifs ne pourront comporter d'exercices dans les écoles. Le nombre d'avions de cette nature se maintiendra dans les limites du nombre des avions civils de même nature employés dans un autre pays d'Europe pour les fins indiquées ci-dessus.

c) Le Gouvernement allemand prendra les mesures appropriées pour que le nombre des pilotes autorisés à piloter de tels avions n'excède pas le cadre des besoins définis au paragraphe b) ci-dessus.

IV.

Le Gouvernement allemand fera le nécessaire pour que les autorités du Reich et des Pays (*Länder*) n'accordent de subventions d'aucune sorte, ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'instruction ou l'entraînement d'élèves-pilotes ou de pilotes dans l'aviation de sport, ni, en général, aux personnes se livrant à l'aviation, à l'exception du personnel destiné au fonctionnement de lignes commerciales en service, ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

Le Gouvernement allemand prendra des mesures appropriées pour que de telles subventions ne soient pas non plus accordées par aucune autre administration publique ayant la gestion de deniers publics, y compris les administrations municipales.

limitations arising out of the following provisions.

III.

(a) The German Government shall make dependent upon a special licence issued by it the construction or importation of aircraft having the technical characteristics of modern fighting aeroplanes, as regards dead weight, ratio of dead weight to engine-power, seating accommodation, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude.

(b) The German Government shall issue these licences to such aircraft exclusively for the purpose of taking part in international races or competitions, publicly announced, or of establishing records, officially checked, and for such preparation as may be necessary for taking part in the competitions. Such preparation shall not include practising in flying schools. The number of aircraft of this kind shall not exceed the number of civil aircraft of the same kind which are in use in any other European country for these purposes.

(c) The German Government shall take the requisite measures to ensure that the number of air-pilots who are licensed to fly these aircraft shall not exceed the requirements mentioned in paragraph (b) above.

IV.

The German Government shall take the requisite steps to ensure that the authorities of the Reich and its constituent States (*Länder*) shall not grant subsidies either to associations or societies or individuals who devote themselves to amateur aviation or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet-pilots or pilots in amateur aviation, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by commercial air-lines or the normal requirements of aircraft factories.

The German Government shall take suitable steps to ensure that such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds to administer, including communal authorities.

Les prix en espèces, offerts à l'occasion de compétitions aéronautiques, ainsi que les allocations accordées pour l'organisation préparatoire de telles compétitions, ne devront, ni par leur importance ni par leur nombre, présenter le caractère de subventions. Ces prix ou allocations ne pourront être attribués que pour des compétitions officiellement reconnues.

V.

Le Gouvernement allemand prendra les mesures appropriées :

a) Pour que soient interdits toute instruction et tout entraînement dans l'aviation ayant, contrairement aux engagements visés à l'article 198 du Traité de Versailles, un caractère ou un but militaires ;

b) Pour interdire à toute administration publique, ou à son personnel, s'occupant de l'organisation ou de l'administration d'une force armée, d'entretenir, dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 198 du Traité de Versailles, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Il reste entendu que les dispositions ci-dessus visées ne concernent pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre ;

c) 1. Pour interdire dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, toute instruction et toute activité des membres de la Reichswehr et de la Marine, isolés ou en groupes.

2. A titre exceptionnel, des membres de la Reichswehr et de la Marine, qui en feront la demande, pourront être autorisés à apprendre à piloter ou à piloter à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport seule et à leurs propres frais ; il ne leur sera accordé à cet effet, par les autorités allemandes, ni subventions ni congés spéciaux.

Il est entendu que ces autorisations exceptionnelles excluront pour les titulaires, conformément au paragraphe *a)* ci-dessus, toute instruction et tout entraînement aériens ayant un caractère ou un but militaire.

Ces autorisations pourront être accordées jusqu'à concurrence d'un chiffre total de trente-six, ce maximum ne pouvant être atteint qu'au bout d'une période de six ans à compter du 1^{er} janvier 1926 et à raison de six autorisations par an.

Money prizes offered in flying competitions and appropriations made for the preparatory organisation of such competitions shall not, either as regards their amount or their number, bear the character of subsidies. These prizes and appropriations shall be granted for officially recognised competitions only.

V.

The German Government shall take suitable steps to ensure :

(a) That instruction and training in flying which is of a military character or for a military purpose, contrary to the undertaking given under Article 198 of the Treaty of Versailles, shall be prohibited.

(b) That all public administrations and their staff concerned with the organisation or administration of armed forces shall be prohibited from having any dealings for a military purpose in contravention of Article 198 of the Treaty of Versailles in regard to aircraft of any category whatever. These provisions shall not, however, be applicable to such measures as may be necessary for anti-aircraft defence from the ground.

(c) 1. That members of the Reichswehr or Navy may not, either individually or collectively, receive any instruction or engage in any activities in connection with aviation in any form.

2. That, as an exceptional measure, members of the Reichswehr and of the Navy may, at their own request, be authorised to fly or to learn to fly as private persons, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The German authorities shall grant them no special subsidies or special leave for the purpose.

It is to be understood that these exceptional authorisations shall, in conformity with paragraph *(a)* above, exclude all training in flying of a military character or for a military purpose.

Such authorisations may be granted up to a maximum of thirty-six. This maximum may only be reached in six years as from January 1, 1926, with the proviso that not more than six authorisations may be granted in any one year.

Ce maximum de trente-six, une fois atteint, pourra être maintenu par l'octroi d'autorisations nouvelles, qui seront accordées jusqu'à concurrence de trois par an.

Toutefois les titulaires d'autorisations qui viendraient à être rayés des cadres de l'Armée et de la Marine, par suite de décès ou de réforme, pourront toujours être remplacés, au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du contingent normalement fixé pour l'année.

Les noms des bénéficiaires des autorisations seront portés sur une liste dressée au début de chaque année.

Les membres de la Reichswehr et de la Marine titulaires d'un brevet de pilote délivré avant le 1^{er} avril 1926, pourront, jusqu'à concurrence de trente-six, continuer à piloter. Ces trente-six pilotes, qui ne seront pas remplacés et dont les noms seront portés sur une liste spéciale, ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés aux alinéas précédents.

VI.

Le Gouvernement allemand prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'enregistrement :

- a)* De toutes les fabriques construisant du matériel aéronautique ;
- b)* De tous les aéronefs et moteurs, terminés ou en cours de construction, les appareils et moteurs destinés à l'exportation étant enregistrés à part ;
- c)* De tous les pilotes et élèves-pilotes, les pilotes aptes à conduire les avions visés à l'article III ci-dessus étant enregistrés à part ;
- d)* De toutes les entreprises exploitant une ligne aérienne ;
- e)* De toutes les organisations, sociétés ou individus, s'occupant d'aéronautique ou employant des aéronefs ;
- f)* De tous autres propriétaires d'aéronefs.

Ces listes d'enregistrement seront constamment tenues à jour.

VII.

Les avions sans pilote sont interdits.

When the maximum number of thirty-six has been reached, it may be maintained by the grant of not more than three new authorisations yearly.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the Army or Navy, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year, over and above the normal number for that year, in place of the one which has lapsed.

A list of persons holding such authorisations shall be drawn up at the beginning of each year.

Members of the Reichswehr and of the Navy who hold a pilot's licence issued before April 1, 1926, may continue to act as pilots if they do not exceed the maximum number of thirty-six. These thirty-six pilots, who may not be replaced and whose names shall appear on a special list, are not included in the number of pilots referred to in the above paragraphs.

VI.

The German Government shall take the necessary measures to ensure that lists are kept of :

- (a)* All factories manufacturing aviation material ;
- (b)* All aircraft or aero-engines completed or in process of construction, a separate list being kept of all aircraft or aero-engines intended for export ;
- (c)* All air-pilots and cadet-pilots (air-pilots qualified to fly aircraft of the kinds specified under heading III above shall be entered on a separate list) ;
- (d)* All organisations which own air-transport lines ;
- (e)* All associations or companies or individuals engaged in aviation or using aircraft ;
- (f)* All other owners of aircraft.

These lists shall always be kept up to date.

VII.

Aircraft without pilots are prohibited.

ANNEXE II

DISPOSITIONS CONCERNANT LA POLICE.

Les prescriptions générales visées à l'article V, paragraphes *a*), *b*), et *c*), alinéa 1, s'appliquent également à la police.

Toutefois, à titre exceptionnel, cinquante fonctionnaires de la police pourront recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Il est entendu que ces brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires de la police pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer en toute connaissance de cause le contrôle de l'aviation commerciale.

Ces cinquante brevets de pilote, ainsi accordés, ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles de la police ou auraient atteint l'âge de quarante-huit ans.

Les cinquante fonctionnaires titulaires de brevets seront répartis entre les différents aérodromes.

Les organisations de la police ne pourront disposer d'aucun aéronef.

Il n'existera en Allemagne aucune autre organisation de police spéciale à l'aviation.

2. LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS B. 1717.

ANNEX II.

PROVISIONS REGARDING POLICE.

The general provisions laid down in Article V, Sections (*a*), (*b*) and (*c*), paragraph 1, also apply to the police.

Nevertheless, as an exceptional measure, fifty police officers may be given aeronautical training and hold the pilot's certificate.

It is agreed that these pilot's certificates will not be issued to the police officers to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The fifty pilot's certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the police force or reach their forty-eighth year.

The fifty holders of these pilot's certificates shall be distributed among the different aerial ports.

The police may not possess aircraft.

No other special air police organisation shall exist in Germany.

2. LETTER FROM THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT

PARIS.

B. 1717.

HERR PRÄSIDENT,

PARIS, den 22. Mai 1926.

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich, Eurer Exzellenz folgendes mitzuteilen :

1. Die Verhandlungen, die in Paris zwischen den Delegierten der Deutschen Regierung einerseits und den Delegierten der Belgischen, der Britischen der Französischen, der Italienischen und der Japanischen Regierung andererseits über die künftige Regelung der deutschen Zivilluftfahrt zur Sicherung des Artikels 198 des Vertrags von Versailles geführt worden sind, haben eine Einigung auf folgender Grundlage ergeben :

„ Die Deutsche Regierung wird die in den Anlagen im einzelnen näher bezeichnete Regelung durchführen und alsbald die hierfür notwendigen Massnahmen treffen.

Sobald die Deutsche Regierung die bezeichneten Massnahmen in kraft gesetzt hat, wird das Luftfahrt- Garantie-Komitee zurückgezogen werden.

Mit der Zurückziehung des Luftfahrt-Garantie-Komitees und ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt des Eintritts Deutschlands in den Völkerbund finden die Bestimmungen des Artikel 213 des Vertrags von Versailles auf die in der Anlage aufgeführten Verpflichtungen der Deutschen Regierung, sowie allgemein auf die von ihr in Ausführung des Vertrags von Versailles in Luftfahrtangelegenheiten übernommenen Verpflichtungen Anwendung, vorbehaltlich der Regelung der Fragen, die von der Deutschen Regierung mit Schreiben des Auswärtigen Amts an den Generalsekretär des Völkerbundes vom 12. Januar 1926 hinsichtlich der Entscheidungen des Völkerbundsrats über die Ausübung des Investigationsrechts aufgeworfen worden sind.

Die auf dem Gebiet der Luftfahrt zu führenden Listen werden zur Verfügung des Völkerbundes gehalten werden unter den Bedingungen, die dieser entsprechend dem Artikel 213 festsetzen wird.

Die als Ergebnis der Verhandlungen ausgetauschten Noten nebst ihren Anhängen sowie die deutscherseits erlassene gesetzliche Regelung werden dem Völkerbundsrat im Hinblick auf die Anwendung des Artikel 213 mitgeteilt werden “.


2. Indem ich im Auftrage meiner Regierung bestätige, dass Deutschland gemäss dem Artikel 198 des Vertrags von Versailles Luftstreitkräfte weder zu Lande noch zu Wasser als Teil seines Heerwesens unterhalten wird, beehre ich mich Eurer Exzellenz zur Kenntnis zu bringen, dass die Deutsche Regierung ihrerseits die oben bezeichnete Einigung annimmt und bereit ist, die sich daraus für sie ergebenden Verpflichtungen zu erfüllen. Ferner herrscht Einverständnis darüber, dass nach der Absicht der Belgischen, der Britischen, der Französischen, der Italienischen und der Japanischen Regierung die Inkraftsetzung der vereinbarten Massnahmen die Aufhebung der zur Zeit geltenden Bestimmungen zur Sicherung des Artikel 198 des Vertrags von Versailles nach sich zieht.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Seiner Exzellenz dem Präsidenten
der Botschafterkonferenz,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

(Signé) HÆSCH.

Certifié conforme :

Le secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs,
(Signé)  Massigli.

¹ TRADUCTION.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE
PARIS.
B. 1717.

PARIS, le 22 mai 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la communication suivante :

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATIONS.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.
B. 1717.

PARIS, May 22, 1926.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

I am instructed by my Government to forward to you the following communication :

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

1. Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués du Gouvernement allemand, d'une part, et les délégués des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, d'autre part, sur le régime à appliquer, à l'avenir, à l'aéronautique civile allemande afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles, ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement allemand mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra, sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires.

» Dès que le Gouvernement allemand aura mis en vigueur lesdites mesures, le Comité de garantie aéronautique sera retiré.

» Dès ce moment, et sans attendre l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, les dispositions de l'article 213 du Traité de Versailles s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement allemand, en exécution dudit Traité en matière aéronautique, sans préjudice du règlement des questions soulevées par le Gouvernement allemand dans la lettre du ministre des Affaires étrangères allemand au Secrétaire général de la Société des Nations, en date du 12 janvier 1926, au sujet des décisions prises par le Conseil de la Société des Nations touchant l'exercice du droit d'investigation.

» Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera, conformément à l'article 213.

» Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement allemand, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 213 du Traité de Versailles. »

2. En confirmant à la Conférence, d'ordre de mon gouvernement, que, conformément à l'article 198 du Traité de Versailles, les forces militaires de l'Allemagne ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand approuve, en ce qui le concerne, l'accord visé ci-dessus et qu'il est prêt à exécuter les obli-

1. The negotiations which have taken place at Paris between the delegates of the German Government and the delegates of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments, with regard to the régime to be applied in future to German civil aviation with a view to the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles, have resulted in an Agreement on the following basis :

“ The German Government shall apply the regulations, given in detail in the attached annexes, and shall take the measures requisite to this end without delay.

“ As soon as the German Government has put into force these measures, the Aeronautical Committee of Guarantee will be withdrawn.

“ From that date, and without awaiting Germany's entry into the League of Nations, the provisions of Article 213 of the Treaty of Versailles shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the German Government in air matters in pursuance of the Treaty of Versailles, without prejudice to the settlement of the questions raised by the German Government in the letter from the German Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations dated January 12, 1926, regarding the decisions taken by the Council of the League of Nations as to the exercise of the right of investigation.

“ The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 213.

“ The notes exchanged at the conclusion of negotiations, and their annexes, together with the regulations enacted by the German Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations with a view to the application of Article 213 of the Treaty of Versailles. ”

2. I am instructed by my Government to confirm the fact that, in pursuance of Article 198 of the Treaty of Versailles, the armed forces of Germany will not include any military or naval air forces, and I have the honour to inform you that the German Government approves the Agreement referred to above and that it is prepared to execute the obligations which this Agreement imposes upon it. It is further

gations qui en résultent pour lui. Il est, d'autre part entendu que, dans l'esprit des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, la mise en vigueur des mesures convenues impliquera l'abrogation des dispositions actuellement appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) VON HÆSCH.

Son Excellence Monsieur Aristide Briand,
Président de la Conférence
des Ambassadeurs,
Paris.

3. LETTRE DE LA CONFÉRENCE DES
AMBASSEURS A L'AMBASSEUR
D'ALLEMAGNE A PARIS.

CONFÉRENCE DES AMBASSEURS.
LE PRÉSIDENT.

N° 125.

PARIS, le 22 mai 1926.

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

D'ordre des Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de porter à la connaissance de son gouvernement la communication suivante :

Les gouvernements ci-dessus énumérés sont d'accord pour que le gouvernement allemand aménage dans la zone définie à l'article 42 du Traité de Versailles, exceptions faite des territoires actuellement occupés, les ports et les terrains aéronautiques suivants :

1. Quatre ports aéronautiques, savoir : un à Cologne, un à Francfort-sur-le-Main, et deux autres ports, situés, l'un au nord de Cologne, l'autre au sud de Francfort ; le choix de l'emplacement de ces ports est réservé au Gouvernement allemand. Les dimensions des ports aéronautiques, ainsi que la nature et les dimensions de leurs installations fixes ou autres ne répondront qu'aux besoins réels d'une aviation commerciale normale, justifiés par le trafic régulier des lignes exploitées ;

2. Douze autres terrains, en des points à choisir par le Gouvernement allemand permettant l'atterrissage et l'envol des avions.

No. 1381

understood that the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions at present applied to ensure the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles.

I have the honour, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Aristide Briand,
President of the Conference
of Ambassadors,
Paris

3. LETTER FROM THE CONFERENCE OF
AMBASSADORS TO THE GERMAN
AMBASSADOR IN PARIS.

CONFERENCE OF AMBASADORS.
THE PRESIDENT.

No. 125.

PARIS, May 22, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

I am instructed by the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments to request you to forward to your Government the following communication :

These Governments agree to the establishment by the German Government in the zone defined in Article 42 of the Treaty of Versailles, with the exception of the territories at present under occupation, of the following air-ports and flying-grounds :

1. Four air-ports, viz. : one at Cologne, one at Frankfort-on-Main, and two other ports, one of them situated north of Cologne and the other south of Frankfort, the choice of the site of these ports to be left to the German Government. The dimensions of the air-ports and the nature and dimensions of their fixed and other equipment shall not exceed the genuine requirements of normal commercial aviation as based on the regular traffic of the lines in operation.

2. Twelve other flying-grounds at places to be chosen by the German Government, permitting the landing and taking-off of aeroplanes. The

Ces terrains auront une dimension maximum de 80 hectares et ne pourront comporter que les installations suivantes :

Un hangar démontable (en matériaux légers sur fondations légères) de 1.500 m², pour avions ;

Un logement pour le gardien et sa famille ;

Un petit local comme abri provisoire pour les passagers, avec téléphone ;

Une cave à artifices pour les signaux de nuit.

Les gouvernements ci-dessus énumérés, tout en maintenant le principe énoncé à cet égard dans la résolution de la Conférence des Ambassadeurs en date du 15 décembre 1920, déclarent que le seul fait de l'aménagement pour l'aviation de commerce et de sport dans la zone définie ci-dessus des quatre ports et des douze terrains ci-dessus visés et de leur fréquentation par des avions de commerce ou de sport, quelle que soit leur nationalité, ne donnera lieu de leur part à aucune réclamation basée sur la démilitarisation définie à l'article 43 du Traité de Versailles.

Rien dans ce qui précède, d'ailleurs, ne pourrait faire obstacle à l'exercice éventuel du droit d'investigation prévu à l'article 213 dudit traité, que lesdits gouvernements persistent à considérer comme s'appliquant aux dispositions des articles 42 et 43 du traité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

4. LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

maximum area of these grounds shall be 80 hectares and they may only be provided with the following premises :

One collapsible hangar (of light material on light foundations) of 1,500 square metres for aeroplanes ;

One dwelling-house for the caretaker and his family ;

One small temporary shelter, with telephone, for passengers ;

One store-room for night signals.

The above-mentioned Governments, while maintaining the principle laid down in the resolution of the Conference of Ambassadors dated December 15, 1920, declare that they will raise no objection on the ground of the demilitarisation defined in Article 43 of the Treaty of Versailles to the establishment for commercial and sporting aircraft of the four ports and twelve flying-grounds referred to above and to their use by commercial or amateur aircraft of any nationality.

The above declaration shall in no case affect any possible exercise of the right of investigation provided for in Article 213 of the Treaty of Versailles, which the said Governments continue to regard as applying to the provisions of Articles 42 and 43 of the Treaty.

Accept, etc.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency
Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

4. LETTER FROM THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.
PARIS.
B. 1717.

PARIS, den 22. Mai 1926.

HERR PRÄSIDENT,

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich, Eurer Exzellenz folgendes mitzuteilen :
Die Deutsche Regierung nimmt unter vollem Vorbehalt ihres eigenen Standpunktes hinsichtlich der Auslegung des Artikels 43 des Vertrags von Versailles von der in Ihrem Schreiben vom 22.

Mai d. J. mitgeteilten Erklärung Kenntnis, wonach die Belgische, die Britische, die Französische, die Italienische und die Japanische Regierung aus der Tatsache allein, dass in der im Artikel 42 des Vertrags von Versailles bezeichneten Zone mit Ausnahme der zur Zeit besetzten Gebiete die im Schreiben aufgeführten Flugplätze für die Handels- und Sportluftfahrt eingerichtet werden, und dass auf ihnen Handels- und Sportflugzeuge jeder Nationalität verkehren, keinerlei Beanstandungen auf Grund des Artikel 43 erheben werden.

In dem Schreiben Eurer Exzellenz wird darauf hingewiesen, dass die Möglichkeit der etwaigen Ausübung des in Artikel 213 vorgesehenen und nach Ansicht der oben erwähnten Regierungen auf die Artikel 42 und 43 des Vertrags anwendbaren Investigationsrechts durch die in dem Schreiben enthaltenen Erklärungen nicht berührt werden soll. Demgegenüber hält die Deutsche Regierung an ihrem Standpunkte fest, dass das Investigationsrecht sich nur auf die in Teil V. des Vertrags von Versailles enthaltenen Bestimmungen, nicht aber auf die in Artikel 42 und 43 des Vertrags festgesetzten Verpflichtungen Deutschlands erstreckt.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gez.) HOESCH.

Seiner Exzellenz dem Präsidenten
der Botschafterkonferenz,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Certifié conforme :

*Le Secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs,*
(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE
PARIS.

B. 1717.

PARIS, le 22 mai 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'adresser à votre Excellence la communication suivante :

Le Gouvernement allemand, tout en réservant pleinement son point de vue concernant l'interprétation de l'article 43 du Traité de Versailles, prend acte de la déclaration communiquée par la lettre de Votre Excellence du 22 mai 1926 et selon laquelle les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais n'élèveront aucune réclamation basée sur l'article 43 du Traité de Versailles, du seul fait de l'aménagement pour l'aviation de commerce et

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATIONS.

GERMAN EMBASSY
PARIS.

B. 1717.

PARIS, May 22, 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I am instructed by my Government to forward to you the following communication :

The German Government, while expressly maintaining its own point of view with regard to the interpretation of Article 43 of the Treaty of Versailles, takes note of the declaration contained in your letter of May 22, 1926, to the effect that the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments will raise no objection, on the ground of Article 43 of the Treaty of Versailles, to the establishment for commercial and amateur aircraft in the zone defined in

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de sport, dans la zone définie à l'article 42, exception faite des territoires actuellement occupés, des terrains mentionnés dans ladite lettre et de la fréquentation de ces terrains par les avions de commerce et de sport, quelle que soit leur nationalité.

La lettre de Votre Excellence fait observer, en outre, que la déclaration ci-dessus visée ne pourra faire obstacle à l'exercice éventuel du droit d'investigation prévu à l'article 213 du Traité, et que les gouvernements visés plus haut persistent à considérer comme s'appliquant aux dispositions des articles 42 et 43 du Traité. A cet égard, le Gouvernement allemand maintient sa manière de voir, à savoir que le droit d'investigation s'applique uniquement aux dispositions contenues dans la partie V du Traité de Versailles, à l'exclusion des obligations résultant pour l'Allemagne desdits articles 42 et 43.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

(Signé) VON HESCH.

Son Excellence

Monsieur Aristide Briand,
Président de la Conférence
des Ambassadeurs,
Paris.

5. LETTRE DE LA CONFÉRENCE DES
AMBASSADEURS A L'AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE A PARIS.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

LE PRÉSIDENT.

N° 126.

PARIS, le 22 mai 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais ont décidé d'abandonner au bénéfice du Gouvernement allemand leurs droits de propriété sur les installations de Friedrichshafen, ainsi que sur les installations aéronautiques qui avaient été laissées en Allemagne pour servir à la navigation internationale.

Cette cession datera du jour où seront mises en vigueur les mesures convenues entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement

Article 42 of the Treaty of Versailles, with the exception of the territories at present under occupation, of the flying-grounds mentioned in the said letter, and to the use of these grounds by commercial and amateur aircraft of any nationality.

Your letter points out that the above declaration will not affect any possible exercise of the right of investigation provided for in Article 213 of the Treaty, which the above-mentioned Governments consider as applicable to the provisions of Articles 42 and 43 of the Treaty. On this matter the German Government maintains the view that the right of investigation only applies to the provisions contained in Part V of the Treaty of Versailles and not to the obligations imposed upon Germany by Articles 42 and 43 of the Treaty.

Accept, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency

Monsieur Aristide Briand,
President of the Conference
of Ambassadors,
Paris.

5. LETTER FROM THE CONFERENCE OF
AMBASSADORS TO THE GERMAN
AMBASSADOR IN PARIS.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT.

No. 126.

PARIS, May 22, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform you that the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments have decided to cede to the German Government their rights of ownership over the Friedrichshafen premises and over the aeronautical equipment left in Germany for the use of international air traffic.

This cession will date from the day of the entry into force of the measures agreed upon between the Conference of Ambassadors and the German

allemand et visées dans les lettres échangées à la date du 22 mai 1926, afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

Government, and referred to in the letters exchanged on May 22, 1926, with a view to the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles.

Accept etc.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency
Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

6. LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

6. LETTER FROM THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.
PARIS.
B. 1717.

PARIS, den 22. Mai 1926.

HERR PRÄSIDENT,

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich, Eurer Exzellenz den Empfang der Note vom 22. Mai 1926 betreffend die Freigabe der Anlagen in Friedrichshafen und der Einrichtungen, die in Deutschland für den internationalen Luftverkehr zurückgelassen werden, zu bestätigen.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Signé) HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Präsidenten der Botschafterkonferenz,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Certifié conforme :

*Le Secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs,*
(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.² TRANSLATIONS.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE,
PARIS.
B. 1717.

PARIS, le 22 mai 1926.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre, en date du 22 mai 1926, concernant l'abandon au Gouvernement allemand des hangars de Friedrichshafen et des installations aéronautiques qui avaient été laissées en Allemagne pour servir à la navigation internationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

Son Excellence
le Président de la Conférence
des Ambassadeurs,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

7. PROTOCOLE.

1. Les soussignés constatent leur accord sur les documents ci-après énumérés, qu'ils ont paraphés. Ils déclarent vouloir attirer l'attention de leurs gouvernements respectifs sur les liens étroits qui existent entre ces différents documents dont, par conséquent, ils recommanderont à ces gouvernements l'acceptation sans réserve et sans modification :

a) Lettres au sujet du régime à appliquer à la navigation aérienne civile allemande, avec deux annexes (Pièces A, B, C, D) ;

b) Lettres au sujet du régime de la navigation aérienne dans les territoires occupés (Pièces E, F) ;

c) Lettres au sujet des ports et terrains aéronautiques dans la zone démilitarisée (Pièces G, H) ;

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.
B. 1717.

PARIS, May 22, 1926.

I am instructed by my Government to acknowledge the receipt of your Note of May 22, 1926, regarding the release of the Friedrichshafen premises and the aviation equipment left in Germany for the use of international air traffic.

Accept etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency
the President of the Conference
of Ambassadors,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

7. PROTOCOL.

1. The undersigned record their agreement upon the documents hereafter enumerated, which they have initialled. They express their desire to draw the attention of their respective Governments to the close connection between these different documents, which they consequently recommend to those Governments to accept without reservation or modification :

(a) Letters regarding the régime to be applied in future to German civil aviation, with two annexes (documents A, B, C, D) ;

(b) Letters regarding the aviation régime in the occupied territories (documents E, F) ;

(c) Letters regarding air-ports and aerodromes in the demilitarised zone (documents G, H) ;

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

d) Lettres au sujet de l'abandon au Gouvernement allemand du hangar de Friedrichshafen et des installations restées en Allemagne pour servir à la navigation aérienne internationale (Pièces I, J).

2. Les soussignés sont d'accord pour préciser que la mise en vigueur des mesures d'application que le Gouvernement allemand doit prendre, en vue d'assurer l'exécution de l'accord ci-dessus visé, impliquera l'abrogation des dispositions actuellement en vigueur, afin d'assurer l'exécution de l'article 198 du Traité de Versailles, ainsi que le retrait immédiat du Comité de garantie. Les mesures d'application ci-dessus visées (ordonnances, etc.) font l'objet des huit annexes au présent procès-verbal. La réglementation à édicter en vue de l'application de l'article V de l'annexe I, ainsi que de l'annexe II aux pièces A et B, sera établie d'accord avec la Conférence des Ambassadeurs avant la mise en vigueur du nouveau régime.

Si les mesures ainsi édictées pour l'application de l'accord intervenu se révèlent insuffisantes dans la pratique, il appartiendra au Gouvernement allemand, dont l'attention aura été attirée sur ces insuffisances, d'y remédier dans la mesure où l'expérience en aura montré la nécessité.

Il en sera ainsi, en particulier, si en ce qui concerne la formation du personnel, le développement de l'aviation à voile (*Segelflug*) en Allemagne, par ses répercussions sur la situation générale de l'aviation allemande, affecte l'application de l'article 198 du Traité.

Les listes des pilotes et élèves-pilotes de vol à voile seront tenues à jour. Elles seront mises éventuellement à la disposition de la Société des Nations, en cas d'application de l'article 213 du Traité de Versailles, dans l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent.

3. Il est convenu que l'engagement de retirer le Comité de garantie aéronautique, dès la mise en vigueur, par le Gouvernement allemand, des mesures prévues, s'entend de la cessation des fonctions de ce comité. Les membres du Comité auront, pour rompre leur établissement, un délai raisonnable, durant lequel ils continueront à jouir des prérogatives diplomatiques qui leur sont actuellement accordées.

4. Il est entendu que, dans le texte de la lettre de l'ambassadeur d'Allemagne relative

(d) Letters regarding the surrender to the German Government of the Friedrichshafen premises and of the equipment remaining in Germany available for the use of international air traffic (documents I, J).

2. The undersigned agree in stating that the putting into force of the measures of application to be taken by the German Government in order to ensure the execution of the above-mentioned agreement will imply the cancelling of the provisions at present in force for the purpose of ensuring the execution of Article 198 of the Treaty of Versailles and the immediate withdrawal of the Committee of Guarantee. The measures of application referred to above (decrees, etc.) are contained in the eight annexes to the present Protocol. The regulations to be issued for the application of Article V of Annex I and also Annex II to documents A and B shall be drawn up in agreement with the Conference of Ambassadors before the coming into force of the new régime.

If the measures thus enacted in application of the Agreement concluded prove insufficient in practice, it shall be for the German Government whose attention will have been drawn to this insufficiency, to supply the remedy whenever experience shows the necessity of doing so.

This shall apply in particular if, as regards the training of personnel, the development of motorless flight (*Segelflug*) in Germany, through its effect upon the general situation of German aviation, shall affect the application of Article 198 of the Treaty.

The lists of pilots and cadet-pilots in motorless flying shall be kept up to date. These lists shall, if necessary, be placed at the disposal of the League of Nations in the event of the application of Article 213 of the Treaty of Versailles in the circumstances provided for in the previous paragraph.

3. It is agreed that the undertaking to withdraw the Air Committee of Guarantee as soon as the intended measures have been put into force by the German Government shall be fulfilled by that Committee ceasing to continue its work. The members of the Committee shall be given a reasonable period in which to dissolve their organisation, and during this time they shall continue to enjoy the diplomatic privileges at present granted to them.

4. It is understood that, in the text of the letter from the German Ambassador relating to

au régime futur de la navigation aérienne civile allemande, le mot *vorbehaltlich* équivaut à l'expression du texte français « sans préjudice de ».

5. Il est entendu que les noms des membres de la Reichswehr et de la Marine visés à l'article V, paragraphe *c*) 2, de l'annexe I aux pièces A et B, qui sont en possession d'un certificat de pilote délivré antérieurement au 1^{er} avril 1926, seront communiqués à la Conférence des Ambassadeurs, à la date de la mise en vigueur des mesures d'application visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Les autorisations accordées et les radiations effectuées conformément aux dispositions de l'article V, paragraphe *c*), de l'annexe I précitée, seront publiées annuellement au *Heeresverordnungsblatt*, les radiations visées au dernier alinéa dudit article V, paragraphe *c*), étant publiées à part.

6. Les prescriptions concernant les pilotes et élèves-pilotes doivent être entendues comme s'appliquant, en général, à toute personne susceptible de conduire un aéronef, quelle qu'en soit la catégorie.

7. Les dispositions concernant la tenue des listes de matériel et de personnel ne visent ni les ballons sans moteur ni les cerfs-volants employés pour des fins purement civiles.

Fait à Paris, en double exemplaire, le sept mai mil neuf cent vingt-six.

E. GRAEFFE. E. NORD.
J. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.
R. MASSIGLI.
G. ROCCO.
F. MITANI.

Pour copie conforme :

*Le Secrétaire général de la conférence
des Ambassadeurs.*

R. Massigli.

the future régime of German civil aviation, the word *vorbehaltlich* is equivalent to the expression in the French text *sans préjudice de*.

5. It is understood that the names of the members of the Reichswehr and Navy mentioned in Article V, paragraph (*c*) 2, of Annex I to documents A and B, who are in possession of pilot's certificates issued before April 1, 1926, shall be communicated to the Conference of Ambassadors at the time when the measures of application mentioned in paragraph 2 above come into force.

The licences granted and the cancellations effected in conformity with the provisions of Article V, paragraph (*c*), of Annex I above mentioned shall be published annually in the *Heeresverordnungsblatt*, the cancellations referred to in the last sentence of Article V, paragraph (*c*), being published separately.

6. The provisions concerning pilots and cadet-pilots must be understood as applying in general to any person capable of flying an aircraft, whatever its category.

7. The provisions concerning the keeping of lists of material and personnel shall not refer to balloons without engines or to kites employed for purely civilian purposes.

Done in Paris in duplicate on the seventh day of May, one thousand nine hundred and twenty-six.

E. GRAEFFE. E. NORD.
J. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.
R. MASSIGLI.
G. ROCCO.
F. MITANI.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE I AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

GESETZ

ZUR DURCHFÜHRUNG DER ARTIKEL 177, 178 UND 198 DES VERTRAGS VON VERSAILLES.
VOM.....1926.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird :

§ 1.

Das Gesetz über die Beschränkung des Luftfahrzeugbaus vom 29. Juni 1921, — Reichsgesetzbl. I. S. 789 — sowie die Verordnungen über Luftfahrzeugbau vom 5. Mai 1922 — Reichsgesetzbl. I. S. 476 — und vom September 1923 — Reichsgesetzbl. I. S. 927 — werden aufgehoben.

§ 2.

Die Reichsregierung wird ermächtigt, auf dem Gebiete des Luftfahrwesens diejenigen Massnahmen zu treffen, die zur Erfüllung der in der Note der Reichsregierung vom.....der Belgischen, Englischen, Französischen, Italienischen und Japanischen Regierung gegenüber übernommenen Verpflichtungen erforderlich werden.

§ 3.

Dieses Gesetz tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Berlin, den.....1926.

¹ TRADUCTION.

Annexe I au protocole de signature.

LOI DU 8 JUILLET 1926 RELATIVE A L'EXÉCUTION
DES ARTICLES 177, 178 ET 198 DU TRAITÉ
DE VERSAILLES.

Le Reichstag a adopté la loi suivante, qui est promulguée avec l'autorisation du Reichsrat :

Paragraphe premier.

La loi du 29 juin 1921 concernant la limitation de la construction des aéronefs (*Reichs-*

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

Annex I to the Protocol of Signature.

LAW DATED JULY 8TH, 1926, FOR THE EXECUTION OF ARTICLES 177, 178 AND 198 OF THE TREATY OF VERSAILLES.

The Reichstag has enacted the following law, which is hereby promulgated with the approval of the Reichsrat :

Paragraph 1.

The law for the restriction of aerial construction of June 29th, 1921, (*Reichsgesetzblatt I,*

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

gesetzblatt, I, page 789), ainsi que les décrets du 5 mai 1922 (*Reichsgesetzblatt, I, page 476*) et du 29 septembre 1923 (*Reichsgesetzblatt, I, page 927*) sur la construction des aéronefs, sont abrogés.

Paragraphe 2.

Le Gouvernement du Reich est autorisé à prendre en matière d'aéronautique toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer l'exécution des engagements que le Gouvernement du Reich a pris, dans sa note du 22 mai 1926, envers les Gouvernements belge, britannique, français, italien et japonais.

Paragraphe 3.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa promulgation.

Berlin, le 8 juillet 1926.

page 789), and the decrees regarding aerial construction of May 5th, 1922, (*Reichsgesetzblatt I, page 476*), and of September 29th, 1923, (*Reichsgesetzblatt, I, page 927*), are hereby repealed.

Paragraph 2.

The Government of the Reich is authorised to take such measures regarding aviation as may be necessary for the fulfilment of the obligations contracted towards the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments in the German Government's Note dated May 22nd, 1926.

Paragraph 3.

The present law shall come into force on the day following its promulgation.

Berlin, July 8th, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE 2 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

VERORDNUNG

ÜBER LUFTFAHRZEUGBAU. VOM.....1926.

Die Reichsregierung verordnet auf Grund des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178, 198 des Vertrags von Versailles vom.....1926 (*Reichsgesetzbl. I. S.....*) was folgt :

§ 1.

Es ist untersagt, Luftfahrzeuge zu bauen, zu halten, einzuführen oder in Verkehr zu setzen, die in irgend einer Weise gepanzert oder geschützt sind oder die mit Einrichtungen zur Aufnahme von Kriegsmaschinen jeder Art, wie Kanonen, Maschinengewehren, Torpedos, Bomben, oder mit Visier- oder Abwurfeinrichtungen für solche Maschinen versehen sind,

§ 2.

Zuwiderhandlungen gegen § 1 dieser Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 10,000 MR und mit Gefängnis bis zu 3 Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft. ~~1. 1. 1. 1.~~

§ 3.

Luftfahrzeuge der in § 1 bezeichneten Art werden eingezogen und unbrauchbar gemacht.

§ 4.

Artikel 2 der Verordnung zur Ausführung des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 des Friedensvertrags vom 22. März 1921 — Reichsgesetzbl. S. 235 — vom 12. Februar 1926 findet auf jede Vereinigung Anwendung, die dem § 1 dieser Verordnung zuwiderhandelt.

§ 5.

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Berlin, den.....1926.

¹ TRADUCTION.

Annexe 2 au protocole de signature.

DÉCRET EN DATE DU 13 JUILLET 1926 CONCERNANT LA CONSTRUCTION DES AÉRONEFS.

Le Gouvernement du Reich, en vertu du paragraphe 2 de la loi du 8 juillet 1926, portant application des articles 177, 178 et 198 du Traité de Versailles (*Reichsgesetzblatt I*, page 397), décrète ce qui suit :

Paragraphe 1.

Il est interdit de construire, de posséder, d'importer ou de mettre en service, des aéronefs cuirassés ou protégés de quelque façon que ce soit, ou pourvus de dispositifs pour recevoir des engins de guerre de toute nature, tels que canons, mitrailleuses, torpilles, bombes ou appareils de visée ou de lancement servant à ces engins.

Paragraphe 2.

Les infractions au paragraphe 1 du présent arrêté seront punies d'amendes jusqu'à 10.000 marks et de prison jusqu'à trois mois, ou de l'une de ces deux peines.

Paragraphe 3.

Les aéronefs de l'espèce visée au paragraphe 1 seront retirés et rendus inutilisables.

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

Annex 2 to the Protocol of Signature.

DECREE REGARDING AERIAL CONSTRUCTION, DATED JULY 13th, 1926.

The German Government, in virtue of the law for the execution of Articles 177, 178 and 198 of the Treaty of Versailles, dated July 8th, 1926, (*Reichsgesetzblatt I*, page 397), decrees as follows :

Paragraph 1.

No aircraft, armoured or protected in any way whatsoever, or equipped to receive any engine of war, such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs, or apparatus for the sighting or discharge of these engines of war, shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

Paragraph 2.

Offences against Paragraph 1 above shall be punished by a fine not exceeding 10,000 marks and a term of imprisonment not exceeding three months, or by either of these penalties.

Paragraph 3.

Aircraft of the kind referred to in Paragraph 1 shall be seized and rendered useless.

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Paragraphe 4.

L'article 2 du décret du 12 février 1926 (*Reichsgesetzblatt, I*, page 100), portant règlement d'exécution de la loi du 22 mars 1921 (*Reichsgesetzblatt, I*, page 235), concernant l'application des articles 177 et 178 du Traité de paix, est applicable à toute association contrevenant aux dispositions du paragraphe 1 du présent décret.

Paragraph 4.

Article 2 of the Decree of February 12th, 1926, (*Reichsgesetzblatt, I*, page 100), to secure the execution of the Law of March 22nd, 1921, regarding the execution of Articles 177 and 178 of the Treaty of Versailles (*Reichsgesetzblatt, I*, page 235), shall be applicable to any association offending against Paragraph 1 above.

Paragraphe 5.

Le présent décret entrera en vigueur le jour qui suivra sa promulgation.

Berlin, le 13 juillet 1926.

Paragraph 5.

The present decree shall enter into force on the day following its promulgation.

Berlin, July 13, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE 3 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

VERORDNUNG

ÜBER FÜHRERLOSE FLUGZEUGE UND ÜBER FLUGZEUGE MIT DEN TECHNISCHEN MERKMALEN
NEUZEITLICHER JAGDFLUGZEUGE. VOM.....1926.

Die Reichsregierung verordnet auf Grund des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 und 198 des Vertrags von Versailles vom.....1926 (*Reichsgesetzbl. I. S.....*) was folgt :

§ 1.

Führerlose Flugzeuge sind untersagt.

§ 2.

Flugzeuge, welche die technischen Merkmale neuzeitlicher Jagdflugzeuge hinsichtlich des Leergewichts, des Verhältnisses des Leergewichts zur Motorenleistung, der Sitzanordnung, der Bausicherheit, der Steiggeschwindigkeit, der Geschwindigkeit und der Gipfelhöhe besitzen, dürfen nur mit Genehmigung des Reichsverkehrsministeriums gebaut oder eingeführt werden.

Die Genehmigung kann ohne Angabe von Gründen versagt werden.

§ 3.

Die in § 2 bezeichneten Flugzeuge dürfen nur von solchen Flugzeugführern geführt werden, denen das Reichsverkehrsministerium eine besondere Genehmigung hierfür erteilt hat.

§ 4.

In Luftfahrerschulen sind Übungen auf den in § 2 bezeichneten Flugzeugen untersagt.

§ 5.

Zu widerhardlungen gegen die §§ 1 bis 4 dieser Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 10.000 RM. und mit Gefängnis bis zu drei Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

§ 6.

Flugzeuge der in § 1 bezeichneten Art sowie solche Flugzeuge der in § 2 bezeichneten Art, die ohne die erforderliche Genehmigung gebaut oder eingeführt sind, werden eingezogen und unbrauchbar gemacht.

§ 7.

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Berlin, den.....1926.

1 TRADUCTION.

Annexe 3 au protocole de signature.

DÉCRET DU 13 JUILLET 1926 CONCERNANT LES AVIONS SANS PILOTE ET LES AVIONS PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES D'APPAREILS DE CHASSE MODERNES.

Le Gouvernement du Reich, en vertu du paragraphe 2 de la loi du 8 juillet 1926 (*Reichsgesetzblatt I*, page 397) concernant l'application des articles 177, 178 et 198 du Traité de Versailles, décrète ce qui suit :

Paragraphe premier.

Les avions sans pilote sont interdits.

Paragraphe 2.

Les avions présentant les caractéristiques techniques d'appareils de chasse modernes en ce qui concerne le poids à vide, le rapport entre le poids à vide et la puissance des moteurs, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse ascensionnelle, la vitesse, le plafond, ne pourront être construits ou importés qu'avec l'autorisation du Ministère des Transports du Reich.

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

2 TRANSLATION.

Annex 3 to the Protocol of Signature.

DECREE REGARDING AIRCRAFT WITHOUT PILOTS AND AIRCRAFT WITH THE TECHNICAL CHARACTERISTICS OF MODERN FIGHTER AEROPLANES, DATED JULY 13TH, 1926.

The Government of the Reich, in virtue of the law for the execution of Articles 177, 178 and 198 of the Treaty of Versailles, dated July 8, 1926, (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), decrees as follows :

Paragraph 1.

Aircraft without pilots are prohibited.

Paragraph 2.

Aircraft possessing the technical characteristics of modern fighter aeroplanes in respect of dead weight, ratio of dead weight to engine-power, seating accommodation, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude, may only be constructed or imported with the consent of the Ministry of Transport.

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

L'autorisation peut être refusée sans indication de motifs.

This consent may be refused without reason being given.

Paragraphe 3.

Les appareils visés au paragraphe 2 ne pourront être conduits que par des pilotes auxquels le Ministère des Transports du Reich aura accordé une autorisation spéciale à cet effet.

Paragraph 3.

The aircraft described in Paragraph 2 may only be flown by pilots holding a special licence issued by the Ministry of Transport.

Paragraphe 4.

Il est interdit, dans les écoles d'aviation, de s'exercer sur les appareils visés au paragraphe 2.

Paragraph 4.

Flying-schools are forbidden to carry out exercises with the aircraft described in Paragraph 2.

Paragraphe 5.

Les infractions aux paragraphes 1 à 4 du présent décret seront punies d'une amende jusqu'à 10.000 marks et de prison jusqu'à trois mois, ou de l'une de ces deux peines.

Paragraph 5.

Offences against Paragraph 1 to Paragraph 4 of the present decree shall be punished by a fine not exceeding 10,000 marks and by a term of imprisonment not exceeding three months, or by either of these penalties.

Paragraphe 6.

Les appareils de l'espèce visée au paragraphe 1, ainsi que les appareils de l'espèce visée au paragraphe 2, qui ont été construits ou importés sans l'autorisation nécessaire, seront saisis et rendus inutilisables.

Paragraph 6.

Aircraft of the kind described in Paragraph 1 and of the kind described in Paragraph 2, if constructed or imported without the necessary licence, shall be seized and rendered useless.

Paragraphe 7.

Le présent décret entrera en vigueur le jour qui suivra sa promulgation.

Paragraph 7.

The present decree shall come into force on the day following its promulgation.

Berlin, le 13 juillet 1926.

Berlin, July 13, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE 4 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

VERORDNUNG

ÜBER BESCHRÄNKUNG DER FLUGAUSBILDUNG. Vom.....1926.

Die Reichsregierung verordnet auf Grund des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 und 198 des Vertrags von Versailles vom.....1926 (Reichsgesetzbl. I. S. ...) was folgt :

§ 1.

Die Ausbildung und Fortbildung im Fliegen, die einen militärischen Charakter oder Zweck entgegen der im Artikel 198 des Vertrags von Versailles enthaltenen Verpflichtung hat, ist verboten.

§ 2.

Wer der Vorschrift des § 1 dieser Verordnung zuwiderhandelt, wird mit einer Geldstrafe bis zu 10.000 RM und mit Gefängnis bis zu drei Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

§ 3.

Artikel der Verordnung zur Ausführung des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 des Friedensvertrags vom 22. März 1921 — Reichsgesetzbl. S. 235 — vom 12. Februar 1926 findet auf jede Vereinigung Anwendung, die dem § 1 dieser Verordnung zuwiderhandelt.

§ 4.

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Berlin, den.....1926.

¹ TRADUCTION.*Annexe 4 au protocole de signature.*DÉCRET DU 13 JUILLET 1926 LIMITANT
L'INSTRUCTION DU PERSONNEL AÉRONAUTIQUE.

Le Gouvernement du Reich, en vertu du paragraphe 2 de la loi du 8 juillet 1926 (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397) concernant l'application des articles 177, 178, 198 du Traité de Versailles, décrète ce qui suit :

Paragraphe premier.

Il est interdit d'instituer, en vue de la formation et du perfectionnement des pilotes, des cours d'instruction ou de perfectionnement ayant un caractère ou un but militaire, contrairement à l'obligation stipulée à l'article 198 du Traité de Versailles.

² TRANSLATION.*Annex 4 to the Protocol of Signature.*DECREE REGARDING THE RESTRICTION OF AIR
TRAINING, DATED JULY 13, 1926.

The German Government, in virtue of the law for the execution of Articles 177, 178 and 198 of the Treaty of Versailles, dated July 8, 1926, (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), decrees as follows :

Paragraph 1.

All air training of a military character, or serving a purpose contrary to the undertaking contained in Article 198 of the Treaty of Versailles, is prohibited.

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Paragraphe 2.

Les personnes qui contreviendraient à la disposition du paragraphe 1 du présent décret seront punies d'une amende jusqu'à 10.000 marks et de prison jusqu'à trois mois, ou de l'une de ces deux peines.

Paragraphe 3.

L'article 2 du décret du 12 février 1926 (*Reichsgesetzblatt, I, page 100*), portant exécution de la loi du 22 mars 1921 (*Reichsgesetzblatt, I, page 235*) concernant l'application des articles 177, 178, du Traité de paix, est applicable à toute association contrevenant au paragraphe 1 du présent décret.

Paragraphe 4.

Le présent décret entrera en vigueur le jour qui suivra sa promulgation.

Berlin, le 13 juillet 1926.

Paragraph 2.

Offences against the provisions of Paragraph 1 of the present decree shall be punished by a fine not exceeding 10,000 marks and a term of imprisonment not exceeding three months, or by either of these penalties.

Paragraph 3.

Article 2 of the Decree in application of the law for the execution of Articles 177 and 178 of the Treaty of Peace dated March 22, 1921. (*Reichsgesetzblatt, I, page 235*), dated February 12, 1926, (*Reichsgesetzblatt, I, page 100*), shall apply to any association which offends against Paragraph 1 of the present Decree.

Paragraph 4.

The present decree shall come into force on the day following its promulgation.

Berlin, July 13, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE 5 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

VERORDNUNG

ÜBER LISTENFÜHRUNG IN DER LUFTFAHRT. VOM.....1926.

Die Reichsregierung verordnet auf Grund des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 und 198 des Vertrags von Versailles vom.....1926 (*Reichsgesetzbl. I. S. ...*) was folgt :

§ 1.

Fabriken, die Luftfahrzeuggerät herstellen, haben [dies [dem Reichsverkehrsministerium anzuzeigen.

§ 2.

Über die im Bau befindlichen oder fertiggestellten Luftfahrzeuge und Luftfahrzeugmotoren sind Listen zu führen, die dem Muster in Anlage 1 dieser Verordnung entsprechen.

§ 3.

Wer Flugschüler ausbildet, hat Listen zu führen, aus denen Name, Beruf und Wohnort des Schülers sowie der Beginn und die Beendigung der Ausbildung ersichtlich sind.

§ 4.

Der Unternehmer eines Flughafens hat Listen zu führen, aus denen Name, Beruf und Wohnort derjenigen Personen ersichtlich sind, auf die gemäss § 5 des Luftverkehrsgesetzes vom 1. August 1922 (Reichsgesetzbl. I. S. 681) der § 4 Abs. 1 dieses Gesetzes keine Anwendung findet.

§ 5.

Die Vereinigungen, Gesellschaften oder Einzelpersonen, welche Luftfahrt treiben oder Luftfahrzeuge verwenden, sowie die sonstigen Eigentümer von Luftfahrzeugen haben dem Reichsverkehrsministerium Anzeige zu machen.

Die Anzeige hat zu enthalten :

1. den Namen, Sitz oder Wohnort der Vereinigung, Gesellschaft oder Einzelperson ;
2. den Typ und die Zulassungsnummer des Luftfahrzeugs.

§ 6.

Die in §§ 1 und 5 bezeichneten Anzeigen sind bis zum Ende desjenigen Monats zu machen, der auf den Monat folgt, in dem der Anzeigefall eingetreten ist.

Diejenigen Fabriken, Vereinigungen, Gesellschaften oder Einzelpersonen, bei denen beim Inkrafttreten dieser Verordnung der Anzeigefall bereits vorliegt, haben die Anzeige bis zum Ende desjenigen Monats zu machen, der auf den Monat folgt, in dem diese Verordnung verkündet worden ist.

§ 7.

Abschriften der in den §§ 2 bis 4 bezeichneten Listen sind dem Reichsverkehrsminister bis zum 31. Juli und 31. Januar eines jeden Jahres jeweils für das abgelaufene Kalenderhalbjahr, erstmalig bis zum 31. Januar 1927 für die Zeit vom Inkrafttreten dieser Verordnung bis zum 31. Dezember 1926 einzureichen.

§ 8.

Wer den Vorschriften der §§ 1 bis 7 dieser Verordnung zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu 150 RM und mit Haft oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

§ 9.

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Berlin, den.....1926.

¹ TRADUCTION.² TRANSLATION.

Annexe 5 au protocole de signature.

Annex 5 to the Protocol of Signature.

DÉCRET DU 13 JUILLET 1926 CONCERNANT LA
TENUE DE LISTES DANS L'AÉRONAUTIQUE.

DECREE REGARDING THE KEEPING OF AVIATION
LISTS, DATED JULY 13, 1926.

Le Gouvernement du Reich, en vertu du paragraphe 2 de la loi du 8 juillet 1926 (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), concernant l'application des articles 177, 178 et 198 du Traité de Versailles, décrète ce qui suit :

The German Government, in virtue of the law for the execution of Articles 177, 178 and 198 of the Treaty of Versailles, dated July 8, 1926, (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), decrees as follows :

Paragraphe premier.

Les usines fabriquant du matériel d'aéronautique devront en faire la déclaration au Ministère des Transports du Reich.

Paragraph 1.

Factories manufacturing aviation material must notify the fact to the Ministry of Transport.

Paragraphe 2.

Les aéronefs et les moteurs d'aéronefs en construction ou terminés devront être inscrits sur des listes conformes au modèle reproduit à l'annexe 1 du présent arrêté.

Paragraph 2.

Aircraft and aero-engines, whether completed or in process of construction, shall be entered in registers on the model given in Annex 1 to the present decree.

Paragraphe 3.

Toute personne procédant à l'instruction d'élèves-pilotes devra tenir un registre indiquant le nom, la profession et le domicile de l'élève, ainsi que la date du commencement et de la fin de son instruction.

Paragraph 3.

Every person who trains flying pupils must keep a list showing the names, occupations and residences of the pupils and the dates on which the training began and ended.

Paragraphe 4.

L'entrepreneur d'un port aéronautique devra tenir des listes indiquant le nom, la profession et le domicile des personnes auxquelles, conformément au paragraphe 5 de la loi du 1^{er} août

Paragraph 4.

The manager of an air-post must keep lists showing the names, occupations and residences of those persons to whom, in accordance with paragraph 5 of the Aviation Law of August 1,

Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

1922 sur les communications aériennes (*Reichsgesetzblatt, I*, page 681), l'alinéa 1 du paragraphe 4 de cette loi n'est pas applicable.

1922, (*Reichsgesetzblatt, I*, page 681), Section 4, paragraph 1 of that law does not apply.

Paragraphe 5.

Les associations, sociétés ou particuliers pratiquant la locomotion aérienne ou employant des avions, ainsi que tous autres propriétaires d'avions, doivent en faire la déclaration au Ministère des Transports du Reich.

La déclaration doit indiquer :

1^o Le nom, le siège ou le domicile de l'association, de la société ou du particulier ;

2^o Le type et le numéro d'homologation de l'aéronef.

Paragraphe 6.

Les déclarations visées aux paragraphes 1 et 5 doivent être faites jusqu'à la fin du mois qui suit celui dans lequel le cas à déclarer s'est produit.

Les usines, associations, sociétés ou particuliers, qui se trouvent déjà dans le cas prévu pour la déclaration au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, devront faire ladite déclaration avant la fin du mois qui suivra celui au cours duquel le présent décret aura été promulgué.

Paragraphe 7.

Une copie des listes visées du paragraphe 2 au paragraphe 4 devra être adressée au Ministère du Reich jusqu'au 31 juillet et au 31 janvier de chaque année pour l'année civile écoulée ; la première communication de ce genre devra avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1927, pour la période qui s'écoulera entre la date de l'entrée en vigueur du présent décret et le 31 décembre 1926.

Paragraphe 8.

Les contrevenants aux dispositions des paragraphes 1 à 7 du présent décret seront punis

Paragraph 5.

Associations, companies or individuals engaged in aviation or employing aircraft, as well as other owners of aircraft, must notify the Ministry of Transport.

The notification must contain :

(1) Name, address or residence of the association, company or individual ;

(2) Type and permit number of the aircraft.

Paragraph 6.

The notifications referred to in Paragraph 1 and Paragraph 5 must be made before the end of the month following the month on which the case for notification arises.

Factories, associations, companies or individuals in respect of whom notification is already due at the time when the present decree comes into force must make such notification before the end of the month following the month in which the present decree is promulgated.

Paragraph 7.

Copies of the lists mentioned in Paragraph 2 to Paragraph 4 must be submitted to the Minister of Transport by July 31 and January 31 of each year in respect of the previous calendar half-year, the first half-year ending on January 31, 1927, and covering the period between the coming into force of the present decree and December 31, 1926.

Paragraph 8.

Offences against the provisions of Paragraph 1 to Paragraph 7 of the present decree shall be

d'une amende jusqu'à 150 Reichsmarks et de détention simple (*Halft*), ou de l'une de ces deux peines.

punished by a fine not exceeding 150 marks and by detention (*Halft*), or by either of these penalties.

Paragraphe 9.

Le présent décret entrera en vigueur le jour qui suivra sa promulgation.

Berlin, le 13 juillet 1926.

Paragraph 9.

The present decree shall enter into force on the day following its promulgation.

Berlin, July 13, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANNEXE 6 AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

SCHREIBEN DES DEUTSCHEN BOTSCHAFTERS
AN DEN PRÄSIDENTEN DER BOTSCHAFTERKONFERENZ.

HERR PRÄSIDENT,

Unter Bezugnahme auf den Notwwechsel vom beehre ich mich, im Auftrage meiner Regierung ergebenst mitzuteilen, dass die Regierungen der deutschen Länder der Reichsregierung gegenüber die Verpflichtung übernommen haben, Subventionen weder den Vereinigungen, den Gesellschaften oder den Einzelpersonen, die sich der Sportluftfahrt widmen, oder deren Haupt oder Nebentätigkeit in der Ausbildung oder in der Fortbildung von Flugschülern oder Flugzeugführern in Sportfliegen besteht, noch allgemein solchen Personen zu gewähren, die sich dem Fliegen widmen, mit Ausnahme des für den Betrieb von Luftverkehrslinien oder für die normalen Bedürfnisse der Fabriken bestimmten Personals, und auch die geeigneten Massnahmen zu treffen, damit solche Subventionen auch durch keine ihrer anderen öffentlichen Verwaltungen, der die Verfügung über öffentliche Mittel zusteht, einschliesslich der Kommunalverwaltungen, gewährt werden.

Die Regierungen der deutschen Länder haben ferner die Verpflichtung übernommen, die Handelsluftfahrt nur in einen ihrer normalen Entwicklung entsprechenden Umfange zu subventionieren und die geeigneten Massnahmen zu ergreifen, um die Innehaltung der sich aus dem dritten Absatze des Artikels IV des Anhangs I zu meinen Schreiben Nr. vom..... ergebenden Verpflichtungen zu sichern.

Genehmigen Sie, u. s. w.

¹ TRADUCTION.*Annexe 6 au protocole de signature.*

LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En me référant aux notes échangées le...
....., j'ai l'honneur de vous informer, d'ordre de mon gouvernement, que les gouvernements des pays allemands ont pris, envers le Gouvernement du Reich, l'engagement de n'accorder des subventions ni aux associations, sociétés ou particuliers qui se livrent à l'aviation sportive ou dont l'occupation principale ou accessoire consiste à former ou à perfectionner des élèves-pilotes ou des pilotes de l'aviation sportive, ni, en général, aux personnes qui se livrent à l'aviation, à l'exception du personnel nécessaire pour l'exploitation des lignes de navigation aérienne ou pour les besoins normaux des usines; les gouvernements des pays allemands se sont également engagés à prendre toutes les mesures appropriées afin qu'aucune subvention de ce genre ne soit accordée par l'une des administrations publiques de leur pays (y compris les administrations communales) qui disposent des fonds publics.

Les gouvernements des pays allemands se sont, en outre, engagés à ne subventionner la navigation aérienne commerciale que dans une mesure correspondant au développement normal de cette dernière et à prendre toutes les mesures appropriées en vue d'assurer l'exécution des engagements qui résultent du troisième alinéa de l'article IV de l'annexe I à ma lettre N° du

Veillez agréer, etc.

Annexe 7 au protocole de signature.

DISPOSITIONS DESTINÉES A ASSURER L'APPLICATION DE L'ARTICLE V, PARAGRAPHE *b*) ET *c*) DE LA PIÈCE C.

En vue d'assurer l'application de l'article V, paragraphe *b*), le ministre de la Reichswehr

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.*Annex 6 to the Protocol of Signature.*

LETTER FROM THE GERMAN AMBASSADOR TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

With reference to the Exchange of Notes of, I am instructed by my Government to inform you that the Governments of the German States have given an undertaking to the Central Government, not to grant subsidies to any organisations, societies or individuals engaged in amateur flying or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet-pilots or pilots for amateur flying, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by commercial air-lines or for the normal requirements of aircraft factories, and also to take suitable steps to ensure that such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds at their disposal including communal authorities.

The Governments of the German States have further undertaken not to subsidise commercial aviation in excess of the requirements of normal development, and to take the necessary measures to ensure the fulfilment of the undertakings arising out of the third paragraph of Article IV of Annex I to my letter No. dated

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.*Annex 7 to the Protocol of Signature.*

PROVISIONS TO SECURE THE APPLICATION OF ARTICLE V, PARAGRAPHS *(b)* AND *(c)*, OF DOCUMENT C.

In order to secure the application of Article V, paragraph *(b)*, the Minister of the Reichswehr

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

adressera à tous les services et à tout le personnel relevant à un titre quelconque de son autorité, toutes les instructions utiles.

L'application de l'article V, *c*) 1, sera également assurée par des ordonnances et instructions du ministre de la Reichswehr.

Les conditions dans lesquelles devront être sollicitées et pourront être obtenues les autorisations exceptionnelles visées à l'article V, *c*) 2, seront l'objet d'instructions spéciales données dans la forme convenable à toutes les autorités relevant du Ministère de la Reichswehr.

Des dispositions seront prévues pour que la violation, par le titulaire d'une autorisation ou au profit de ce titulaire, de l'une ou de l'autre des conditions énoncées à l'article V, *c*) 2, entraîne le retrait immédiat de l'autorisation accordée.

shall issue all the necessary instructions to all services and personnel in any way subordinate to his authority.

The application of Article V, *(c)* 1, shall also be secured by decrees and instructions from the Minister of the Reichswehr.

The conditions under which the exceptional permits mentioned in Article V, *(c)* 2, may be applied for and obtained shall be contained in special instructions issued in suitable form to all authorities subordinate to the Ministry of the Reichswehr.

Provision shall be made in order that a breach of any of the conditions laid down in Article V, *(c)* 2, by the holder of a permit, or to the advantage of such holder, shall involve the immediate withdrawal of the permit.

Annexe 8 au protocole de signature.

DISPOSITIONS DESTINÉES A ASSURER
L'APPLICATION DE LA PIÈCE D.

La réglementation à édicter par le ministre de l'Intérieur du Reich et à laquelle les différents pays (*Länder*) auront l'obligation de se conformer, devra :

1^o Assurer, en ce qui concerne la police, l'observation des prescriptions de l'article V, paragraphes *a*), *b*), *c*) 1, de la pièce C, en tant qu'elles n'auront pas déjà fait l'objet d'une réglementation générale ;

2^o Déterminer comment seront répartis entre les pays et dans quelles conditions pourront être renouvelés les cinquante fonctionnaires de police autorisés à recevoir une instruction aéronautique, dans les conditions indiquées à la pièce D, et préciser les obligations de ces fonctionnaires.

Il y aura lieu également de prévoir les dispositions utiles pour assurer l'observation par les pays des stipulations de l'avant-dernier et du dernier alinéa de la pièce D.

Annex 8 to the Protocol of Signature.

PROVISIONS TO SECURE THE APPLICATION OF
DOCUMENT D.

The regulations to be issued by the Minister of the Interior of the Reich, to which the different States (*Länder*) shall be required to conform, shall :

(1) Ensure as regards the police, the observance of the provisions of Article V, paragraphs *(a)*, *(b)*, *(c)* 1, of document C, so far as these provisions have not already been embodied in general regulations ;

(2) Determine the distribution between the States, and the conditions for replacement, of the fifty police officers authorised to receive training in flying under the conditions mentioned in document D, and define the obligations of these officials.

The necessary measures shall also be taken to ensure the observance by the States of the provisions contained in the last two paragraphs of document D.

ANNEXE AU
« REICHSGESETZBLATT » N° 53.

Modèle.

LISTE DES AÉRONEFS ET DES MOTEURS D'AÉ-
RONEFS TERMINÉS OU EN CONSTRUCTION.

- A. Avions.
B. Ballons dirigeables.
C. Moteurs d'aéronefs.

A. AVIONS.

N° d'ordre	Fabricants	Modèle	N° de construction	La construction a été		L'appareil est-il destiné à être exporté ?	
				commencée le	terminée le	Oui	Non
1							
2							
3							
etc.							

B. BALLONS DIRIGEABLES.

N° d'ordre	Fabricants	Modèle et cubage	N° de construction	La construction a été		L'appareil est-il destiné à être exporté ?	
				commencée le	terminée le	Oui	Non
1							
2							
3							
etc.							

ANNEX TO " REICHSGESETZBLATT ",
No. 53.

Specimen.

LIST OF AIRCRAFT AND AIRCRAFT ENGINES,
COMPLETED OR IN PROCESS OF CONSTRUCTION.

- A. Aeroplanes ;
B. Airships ;
C. Aircraft Engines.

A. AEROPLANES.

Serial Number	Maker	Model	Construction Number	Construction		Whether intended for export ?	
				Begun on	Completed on	Yes	No
1							
2							
3							
Etc.							

B. AIRSHIPS.

Serial Number	Maker	Model and capacity	Construction Number	Construction		Whether intended for export ?	
				Begun on	Completed on	Yes	No
1							
2							
3							
Etc.							

C. MOTEURS D'AÉRONEFS.

N° d'ordre	Fabricants	Modèle	N° de construction	La construction a été		L'appareil est-il destiné à être exporté ?	
				commencée le	terminée le	Oui	Non
1							
2							
3							
etc.							

C. AIRCRAFT ENGINES.

Serial Number	Maker	Model	Construction Number	Construction		Whether intended for export ?	
				Begun on	Completed on	Yes	No
1							
2							
3							
Etc.							

10. LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

10. LETTER FROM THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.
PARIS.
B. 2126.

PARIS, den 22. Juni 1926.

HERR PRÄSIDENT,

Unter Bezugnahme auf den Notenwechsel vom 22. Mai 1926 beehre ich mich, im Auftrage meiner Regierung ergebenst mitzuteilen, dass die Regierungen der deutschen Länder der Reichsregierung gegenüber die Verpflichtung übernommen haben, Subventionen weder den Vereinigungen, den Gesellschaften oder den Einzelpersonen, die sich der Sportluftfahrt widmen, oder deren Haupt- oder Nebentätigkeit in der Ausbildung oder in der Fortbildung von Flugschülern oder Flugzeugführern im Sportliegen besteht, noch allgemein solchen Personen zu gewähren, die sich dem Fliegen widmen, mit Ausnahme des für den Betrieb von Luftverkehrslinien oder für die normalen Bedürfnisse der Fabriken bestimmten Personals, und auch die geeigneten Massnahmen zu treffen, damit solche Subventionen auch durch keine ihrer anderen öffentlichen Verwaltungen, der die Verfügung über öffentliche Mittel zusteht, einschliesslich der Kommunalverwaltungen, gewährt werden.

Die Regierungen der deutschen Länder haben ferner die Verpflichtung übernommen, die Handelsluftfahrt nur in einem ihrer normalen Entwicklung entsprechenden Umfange zu subventionieren und die geeigneten Massnahmen zu ergreifen, um die Innehaltung der sich aus dem dritten Absatze

des Artikels IV des Anhangs I zu meinem Schreiben Nr. B. 1717 vom 22. Mai 1926 ergebenden Verpflichtungen zu sichern.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Signé). HOESCH.

Seiner Exzellenz
den Präsidenten der Botschofterkonferenz,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Certifié conforme :

*Le Secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs,*
(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE,
PARIS.
B. 2126.

PARIS, le 22 juin 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant aux notes échangées en date du 22 mai 1926, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, d'ordre de mon gouvernement, que les gouvernements des pays allemands se sont engagés envers le Gouvernement du Reich à n'accorder de subvention ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'instruction ou l'entraînement d'élèves-pilotes ou de pilotes dans l'aviation de sport, ni, en général aux personnes se livrant à l'aviation, exception faite pour le personnel destiné au fonctionnement des lignes commerciales en service ou nécessaire aux besoins normaux des usines ; ils se sont engagés aussi à prendre les mesures appropriées pour que de telles subventions ne soient non plus accordées par aucune autre administration publique ayant la gestion de deniers publics, y compris les administrations municipales. Les gouvernements des pays allemands se sont de même engagés à ne subventionner l'aviation commerciale que dans une mesure correspondant à son développement

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.
B. 2126.

PARIS, June 22, 1926.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

With reference to the exchange of Notes of May 22nd, 1926, I am instructed by my Government to inform you that the Governments of the German States have given an undertaking to the Central Government not to grant subsidies to any organisations, societies or individuals engaged in amateur flying, or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet-pilots or pilots for amateur flying, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by commercial air-lines or for the normal requirements of aircraft factories, and also to take suitable steps to ensure that such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds at their disposal, including commercial authorities. The Governments of the German States have further undertaken not to subsidise commercial aviation in excess of the requirements of normal development, and to take the necessary measures to ensure the fulfilment of the undertakings arising out of the third paragraph of Article IV

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

normal et à prendre les mesures appropriées pour assurer l'observation des obligations résultant du troisième alinéa de l'article IV de l'annexe I à la lettre N° B. 1717, en date du 22 mai 1926.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

A Son Excellence le Président
de la Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

of Annex I to my letter No. B. 1717, dated May 22, 1926.

Accept, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency the President
of the Conference of Ambassadors,
Paris.

II. DÉCRET DU MINISTRE DE LA DÉ-
FENSE NATIONALE.

II. DECREE
BY THE REICHSWEHRMINISTER.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DER REICHSWEHRMINISTER.

Nr. 40/8. 26/ T.A. (L) II.

Nr. B.S.X. 4085/6/26 /Mar. Ltg. 2. Ang.

Berlin, den 6. August 1926.

Infolge des Pariser Luftfahrtabkommens vom 22. Mai 1926 werden nachstehende Anordnungen hiermit auf Grund des Ermächtigungsgesetzes vom 8. Juli 1925 erlassen :

1. Allen Dienststellen sowie deren Personal wird verboten ; zu einem militärischen Zweck entgegen den im Artikel 198 des Versailler Vertrages enthaltenen Verpflichtungen, irgendwie geartete Beziehungen zur Luftfahrt zu unterhalten. Hierdurch werden nicht die für die Luftabwehr vom Boden aus notwendigen Massnahmen betroffen.

2. Den Reichswehrangehörigen wird die Ausbildung und Betätigung in der Luftfahrt, welcher Art sie auch sei, einzeln oder in Gruppen verboten.

3. Ausnahmsweise können Reichswehrangehörige bis zu einer beschränkten Zahl auf ihren Antrag hin ermächtigt werden, privatim und auf eigene Kosten den Sportflug zu erlernen oder im Sportflug zu fliegen. Entsprechende Anträge sind dem Reichswehrministerium vorzulegen. Den Reichswehrangehörigen dürfen zu diesem Zweck von keiner Behörde Subventionen oder ein besonderer Urlaub gewährt werden, auch darf die Flugsportliche Betätigung dieser Reichswehrangehörigen keinen militärischen Charakter oder Zweck haben. Bei Verstössen hiergegen werde ich die erteilte Genehmigung zurückziehen.

(Signé) Dr GESSLER.

Grosser Verteiler einschl.
Marine.

Certifié conforme :

Le Secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs.

(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.

BERLIN, le 6 août 1926.

Comme suite à l'Accord de Paris, du 22 mai 1926, sur la navigation aérienne et en vertu de la loi d'autorisation du 8 juillet 1926, il est ordonné ce qui suit :

1. Il est interdit à tous les services, ainsi qu'à leur personnel, d'avoir, contrairement aux obligations résultant de l'article 198 du Traité de Versailles, des rapports, quels qu'ils soient, avec l'aviation, pour des fins militaires. La présente disposition ne vise pas les mesures qui pourront être nécessaires pour assurer la défense terrestre contre les aéronefs.

2. Il est interdit aux membres de la Reichswehr de recevoir une instruction aéronautique et de pratiquer l'aéronautique soit individuellement, soit en groupes.

3. Exceptionnellement, un nombre restreint de membres de la Reichswehr pourront, sur leur demande, être autorisés à recevoir, à titre privé et à leurs frais, une instruction aéronautique sportive ou à effectuer des vols d'aviation sportive. Ces demandes devront être soumises au Ministère de la Défense nationale. Aucune autorité ne pourra accorder à cette fin des subventions ou des permissions spéciales aux membres de la Reichswehr; de même, l'activité que les membres de la Reichswehr exerceront dans l'aviation sportive ne devra pas avoir un caractère ou des fins militaires. En cas d'infraction au présent ordre, je retirerai l'autorisation.

¹ TRANSLATION.

BERLIN, August 6, 1926.

In pursuance of the Paris Air Convention of May 22, 1926, and in virtue of the law of authorisation of July 8, 1926, it is hereby ordered as follows :

1. All departments and their staffs are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation for a military purpose, in contravention of Article 198 of the Treaty of Versailles. Such prohibition shall not, however, apply to the necessary measures undertaken for ground anti-aircraft defence.

2. Members of the Reichswehr shall not be trained or take part in aviation of any kind whatever, whether individually or in groups.

3. Notwithstanding the above, members of the Reichswehr, not exceeding a specified number, may at their own request be authorised to learn or take part in amateur flying privately and at their own expense. Application shall be made to the Ministry of the Reichswehr. Members of the Reichswehr shall not receive from any administrative authority any subsidy or special leave for this purpose, nor shall such amateur flying be of a military character or for any military purpose. In cases of offence against the above regulations, I shall cancel the authorisation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

12. CIRCULAIRE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEURE DU REICH AUX GOUVERNEMENTS DES PAYS ALLEMANDS.

12. CIRCULAR FROM THE MINISTER OF THE INTERIOR OF THE REICH TO THE GOVERNMENTS OF THE GERMAN STATES.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ABSCHRIFT.

DER REICHSMINISTER DES INNERN.

P. 5740.

BERLIN, den 9. August 1926.

Platz der Republik Nr. 6

Fernsprecher : Hansa 1680-1689.

AN

DIE MINISTERIEN DES INNERN VON PREUSSEN, BAYERN, WÜRTTEMBERG, BADEN, THÜRINGEN, HESSEN, MECKLENBURG-SCHWERIN, OLDENBURG, BRAUNSCHWEIG.

DAS SÄCHSISCHE MINISTERIUM DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

DIE STAATSMINISTERIEN-ABTEILUNG INNERES- VON ANHALT UND MECKLENBURG-STRELITZ.

DIE SENATSKOMMISSIONEN FÜR REICHS- UND AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN VON HAMBURG UND LÜBECK,

DEN SENAT DER FREIEN HANSESTADT BREMEN,

DIE SCHAUMBURG-LIPPISCHE LANDESREGIERUNG IN BÜCKEBURG,

DAS LIPPISCHE LANDESPRÄSIDIUM IN DETMOLD,

DEN HERRN LANDESDIREKTOR VON WALDECK IN AROLSEN.

Betreff : Gesetz zur Durchführung der Artikel 177, 178 und 198 des Vertrags von Versailles vom 8. Juli 1926.

In Ausführung des Gesetzes zur Durchführung der Artikel 177, 178 und 198 des Vertrages von Versailles vom 8. Juli 1926 (Reichsgesetzblatt I S. 397) beehre ich mich folgendes mitzuteilen :

Die Ausbildung und Betätigung von Polizeibeamten in der Luftfahrt, welcher Art sie auch sei, einzeln oder in Gruppen, ist untersagt. Ausnahmsweise können jedoch 50 Polizeibeamte eine Luftfahrtausbildung erhalten und den Flugzeugführerschein besitzen.

Diese Flugzeugführerscheine werden den Polizeibeamten nicht erteilt, um ihnen zu ermöglichen, Luftfahrt zu treiben, sondern nur, um die technischen Kenntnisse zu vervollständigen, die sie besitzen müssen, um die Beaufsichtigung der Handelsluftfahrt in voller Sachkenntnis durchführen zu können. Im übrigen wird auf Paragraph 1 der Verordnung über Beschränkung der Flugausbildung vom 13. Juli 1926 (Reichsgesetzblatt I S. 464) verwiesen.

Die so erteilten 50 Flugzeugführerscheine können nur ersetzt werden, wenn ihre Inhaber aus der Polizei ausscheiden oder das 48. Lebensjahr erreicht haben.

Über die Verteilung der 50 Polizeibeamten, die eine fliegerische Ausbildung erhalten dürfen, auf die Länder ergeht besondere Mitteilung.

Innerhalb des Landes sind die Inhaber der Flugzeugführerscheine auf die einzelnen Flughäfen zu verteilen.

Im übrigen erfahren die den Inhabern der Flugzeugführerscheine in ihrer Eigenschaft als Polizeibeamte obliegenden Aufgaben keinerlei Veränderung.

Die Polizei darf Luftfahrzeuge nicht besitzen.

In Deutschland darf eine polizeiliche Sonderorganisation für Luftfahrt nicht bestehen.

Die polizeiliche Überwachung des Luftverkehrs hat durch Polizeiflugwachen, die den Polizeirevierwachen entsprechen, zu erfolgen.

Unter Vorbehalt der von den obenerwähnten 50 Polizeibeamten, die Inhaber von Flugzeugführerscheinen sind, auszuübenden besonderen Beaufsichtigung der Handelsluftfahrt, beaufsichtigen die Beamten der Polizeiflugwachen, die auf den Flughäfen Einzeldienst tun, in gleicher

Weise wie die den sonstigen Verkehr überwachenden Polizeibeamten die Durchführung der massgebenden gesetzlichen Bestimmungen und sonstigen Verordnungen.

Ich bitte ergebenst um tunlichst umgehende Bestätigung, dass dortseits die Verpflichtung übernommen wird, die vorstehenden Festsetzungen zu befolgen.

(Gezeichnet) KÜLZ.

beglaubigt RUCK.

Ministerialkasszleioberssekretär.

Certifié conforme :

*Le secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs.*

(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.

BERLIN, le 9 août 1926.

Conformément à la loi du 8 juillet 1926 concernant l'exécution des articles 177, 178 et 198 du Traité de Versailles (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit :

Il est interdit aux fonctionnaires de police de recevoir, individuellement ou en groupes, une instruction aéronautique et de pratiquer la navigation aérienne sous quelque forme que ce soit. Exceptionnellement, cinquante fonctionnaires de la police pourront toutefois recevoir une instruction aéronautique et posséder le certificat de pilote.

Ces certificats de pilote ne seront pas accordés aux fonctionnaires de police pour leur permettre de se livrer à la navigation aérienne, mais exclusivement pour leur permettre de compléter les connaissances techniques qui leur sont indispensables pour exercer la surveillance de la navigation aérienne commerciale en toute connaissance de cause. Au reste, je renvoie au paragraphe 1 du décret du 13 juillet 1926 limitant l'instruction du personnel aéronautique. (*Reichsgesetzblatt, I*, page 464.)

Les cinquante certificats de pilote qui seront ainsi accordés, ne pourront être renouvelés qu'au moment où leurs titulaires quitteront les cadres de la police ou atteindront l'âge de quarante-huit ans.

Une circulaire spéciale réglera la répartition entre les pays des cinquante fonctionnaires de police qui pourront recevoir une instruction aéronautique.

¹ TRANSLATION.

BERLIN, August 9, 1926.

In application of the law of July 8, 1926, for the execution of Articles 177, 178 and 198 of the Treaty of Versailles (*Reichsgesetzblatt, I*, page 397), I have the honour to inform you as follows :

The training and employment of police officers in aviation, of whatsoever kind, whether individually or in groups, is prohibited. As an exceptional measure, however, fifty police officials may be given aeronautical training and hold the pilot's certificate.

Such pilot's certificates will not be issued to police officers to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation. For further information, reference should be made to Paragraph 1 of the Decree of July 13th, 1926, regarding the restriction of air training (*Reichsgesetzblatt, I*, page 464).

The fifty pilot's certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the police force or reach their forty-eighth year.

A special circular will be issued in regard to the distribution among the States of the fifty police officers who are entitled to receive air training.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les titulaires de certificats de pilote devront, à l'intérieur du pays, être répartis entre les divers ports aéronautiques.

Au reste, aucune modification n'est apportée aux fonctions qui incombent aux titulaires de certificats de pilote en leur qualité de fonctionnaires de police.

La police ne sera pas autorisée à posséder des aéronefs.

Aucune organisation spéciale de police ne pourra exister en Allemagne pour l'aéronautique.

La surveillance du trafic aérien par la police devra être exercée par des postes de police aérienne, correspondant aux postes de police terrestre.

Sous réserve de la surveillance spéciale que les cinquante fonctionnaires de police mentionnés ci-dessus, titulaires du certificat de pilote, devront exercer sur la navigation aérienne commerciale, les fonctionnaires des postes de police aérienne, qui assureront individuellement le service dans les ports aéronautiques, surveilleront l'application des dispositions légales et autre règlements, de la même manière que les fonctionnaires de police contrôlent les autres formes du trafic.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer, par retour du courrier, si possible, que vous prenez l'engagement d'observer la réglementation ci-dessus.

Within the State the holders of pilot's certificates shall be distributed among the various aerial ports.

The duties incumbent upon holders of pilot's certificates in their capacity of police officers shall undergo no modification.

The police shall not possess any aircraft.

No special air police organisation shall be permitted in Germany.

The police supervision of air transport shall be carried out by means of air police stations, corresponding to ordinary police stations.

Subject to the special supervision of commercial aviation exercised by the fifty police officers referred to above who hold pilot's certificates, officials of the air police stations who are in charge of the service at individual aerodromes shall supervise the application of all the relevant legal measures and other decrees, in the same manner as the police in control of other forms of traffic.

I request you to be so good as to confirm, if possible by return of post, the fact that you undertake to observe the above regulations.

13. LISTE DES MEMBRES DE LA REICHSWEHR (ARMÉE ET MARINE) QUI SONT TITULAIRES D'UN CERTIFICAT DE PILOTE ET QUI, EN VERTU DE L'ACCORD DE PARIS SUR LA NAVIGATION AÉRIENNE (ANNEXE I, V), SONT AUTORISÉS A POURSUIVRE LEUR ENTRAÎNEMENT AÉRONAUTIQUE

13. LIST OF REICHSWEHR MEMBERS (ARMY AND NAVY) HOLDING A PILOT'S CERTIFICATE WHO HAVE BEEN AUTHORISED, IN CONFORMITY WITH THE PARIS AIR CONVENTION (ANNEX I, V), TO CONTINUE THEIR AERONAUTICAL TRAINING.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ABSCHRIFT ZU II F. 1890
DER REICHSWEHRMINISTER.

Nr. 79/7/26 T.A. (L) II
Nr. 4135/7/26 Mar. Ltg. B.S.X.

BERLIN, den 7 Juli 1926.

Liste der Reichswehrangehörigen (Heer und Marine), die sich im Besitz eines Flugzeugführerscheins befinden, und denen auf Grund der Pariser Vereinbarung über Luftfahrt (Anhang I, V) die Betätigung im Fliegen weiterhin gestattet ist.

a) HEER.

1.	Hauptmann	Freiherr von Freyberg.
2.	»	Student.
3.	»	Lorenz.
4.	Oberleutnant	Jeschonnek.
5.	»	Freiherr von Richthofen.
6.	»	Hoffmann von Waldau.
7.	»	von Massow.
8.	»	von l'Estocq.
9.	»	Notz.
10.	»	Ibel.
11.	Leutnant	Dinort.
12.	»	Radtke.
13.	»	Witt.
14.	»	Freiherr von Houwald.
15.	»	Platz.
16.	»	Drabbe.
17.	»	Viek.
18.	»	Plocher.
19.	»	Foertsch.
20.	»	Seidemann.
21.	»	Freiherr von Wechmar.
22.	»	Arens.
23.	Oberleutnant	Holle.
24.	Leutnant	Nielsen.

b) MARINE.

25.	Kapitänleutnant	Coeler.
26.	»	Ritter.
27.	»	Siburg.
28.	»	Bruch.
29.	»	Krüger.
30.	»	Geissler.
31.	Oberleutnant z. See	Roth.
32.	»	Bischoff.
33.	»	Schröder Zollinger.
34.	Leutnant z. See	Jordan.
35.	»	Ferber.
36.	»	Edert.

Certifié conforme :

*Le Secrétaire général de la
Conférence des Ambassadeurs,*
(Signé) R. Massigli.

¹ TRADUCTION.

BERLIN, le 7 juillet 1926.

a) Armée :

1. Capit. (Hauptm.)	Baron von Freyberg.
2. » »	Student.
3. » »	Lorenz.
4. Lieut (Oberleut.)	Jeschonnek.
5. » »	Baron v. Richthofen.
6. » »	Hoffmann v. Waldau.
7. » »	von Massow.
8. » »	von l'Estocq.
9. » »	Notz.
10. » »	Ibel.
11. Ss-Lieut (Leut.)	Dinort.
12. » »	Radtke.
13. » »	Witt.
14. » »	Baron von Houwald.
15. » »	Platz.
16. » »	Drabbe.
17. » »	Viek.
18. » »	Plochner.
19. » »	Foertsch.
20. » »	Seidemann.
21. » »	Baron von Wechmar.
22. » »	Arens.
23. Lieut. (Oberleut.)	Holle.
24. Ss-Lieut. (Leut.)	Nielsen.

b) Marine :

25. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Cœler.
26. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Ritter.
27. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Siburg.
28. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Bruch.
29. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Krueger.
30. Lieut. de vaisseau (Kapitänleut.)	Geissler.
31. Ens. (Oberl. z. See)	Roth.
32. » » »	Bischoff.
33. » » »	Schroeder-Zollinger.
34. Asp. (Leut. z. See)	Jordan.
35. » »	Ferber.
36. » »	Edort.

¹ TRANSLATION.

BERLIN, July 7, 1926.

(a) Army.

1. Captain	Freiherr von Freyberg.
2. »	Student.
3. »	Lorenz.
4. Lieutenant	Jeschonnek.
5. »	Freiherr von Richthofen.
6. »	Hoffmann von Waldau.
7. »	von Massow.
8. »	von l'Estocq.
9. »	Notz.
10. »	Ibel.
11. Second Lieut.	Dinort.
12. »	Radtke.
13. »	Witt.
14. »	Freiherr von Houwald.
15. »	Platz.
16. »	Drabbe.
17. »	Viek.
18. »	Plochner.
19. »	Foertsch.
20. »	Seidemann.
21. »	Freiherr von Wechmar.
22. »	Arens.
23. Lieutenant	Holle.
24. Second Lieut.	Nielsen.

(b) Navy.

25. Lieutenant	Coeler.
26. »	Ritter.
27. »	Siburg.
28. »	Bruch.
29. »	Krueger.
30. »	Geissler.
31. Sub-Lieutenant	Roth.
32. »	Bischoff.
33. »	Schroeder-Zollinger.
34. Midshipman	Jordan.
35. »	Ferber.
36. »	Edort.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

14. RÉPARTITION ENVISAGÉE AU SUJET DES CINQUANTE FONCTIONNAIRES DE POLICE AUTORISÉS A RECEVOIR UNE INSTRUCTION AÉRONAUTIQUE DANS LES CONDITIONS INDIQUÉES A L'ANNEXE II AUX NOTÉS EN DATE DU 22 MAI 1926.

La Prusse	35
La Bavière	5
La Saxe	3
Le Wurtemberg	2
Hambourg	2
Le Mecklenbourg-Schwerin	1
Lubeck	1
	49

Quant au cinquantième fonctionnaire, une décision définitive n'a pas encore été prise.

15. NOTE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS A L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

N^o 164.

PARIS, le 2 août 1926.

Le secrétariat général de la Conférence des Ambassadeurs a l'honneur d'accuser réception à l'Ambassade d'Allemagne des documents ci-après énumérés qu'elle a bien voulu lui communiquer et qui sont relatifs à l'exécution de l'Accord aéronautique du 22 mai dernier :

1^o Texte révisé d'une lettre circulaire du ministre de l'Intérieur du Reich aux différents pays, contenant les instructions au sujet de l'activité aéronautique de la police ;

2^o Texte d'un ordre du ministre de la Reichswehr, N^o 133/7/26 t.a. (1) 2, en date

14. PROPOSED DISTRIBUTION OF THE FIFTY POLICE OFFICERS AUTHORIZED TO RECEIVE AERONAUTICAL TRAINING ON THE TERMS INDICATED IN ANNEX II TO THE NOTES DATED MAY 22, 1926.

Prussia	35
Bavaria	5
Saxony	3
Wurtemberg	2
Hamburg	2
Mecklenburg-Schwerin	1
Lubeck	1
	49

No final decision has been taken with regard to the fiftieth officer.

15. NOTE FROM THE SECRETARIAT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS TO THE GERMAN AMBASSADOR IN PARIS.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
GENERAL SECRETARIAT.

No. 164.

PARIS, August 2, 1926.

The Secretariat of the Conference of Ambassadors has the honour to acknowledge receipt of the following documents which the German Embassy has been good enough to forward to it with regard to the execution of the aeronautical agreement of May 22 last :

(1) Revised text of a circular letter addressed by the Minister of the Interior of the Reich to the different States, containing instructions with regard to the activities of the police in connection with aviation.

(2) Text of Order No. 133/7/26 t.a. (1) 2, of the Minister of the Reichswehr,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

du 31 juillet (ordre concernant l'activité aéronautique des membres de la Reichswehr).

Le secrétariat général a l'honneur d'informer l'Ambassade d'Allemagne que la forme de ces documents ne soulève aucune objection de la part de la conférence, qui est, par conséquent, d'accord pour la mise en vigueur du régime prévu.

En ce qui concerne la lettre circulaire relative à la police, l'approbation de la conférence est naturellement donnée sous réserve que les pays eux-mêmes acceptent de se conformer auxdites instructions.

Le secrétariat a, en même temps, l'honneur d'accuser réception des documents suivants :

1^o Liste, datée du 7 juillet, de trente-six membres de la Reichswehr titulaires d'un brevet de pilote et autorisés à poursuivre leur entraînement aéronautique ;

2^o Document (non daté) indiquant la répartition envisagée entre les pays (*Länder*) des cinquante fonctionnaires de police autorisés à recevoir une instruction aéronautique.

La conférence a, en même temps, pris acte de la déclaration qui lui a été faite, aux termes de laquelle les directeurs d'aérodromes sont informés des dispositions applicables au personnel de la Reichswehr.

La conférence serait obligée au Gouvernement allemand de l'informer de la date à laquelle les documents ci-dessus énumérés sont devenus définitifs en même temps que celle à laquelle le régime prévu par l'Accord du 22 mai doit entrer en vigueur et où seront promulguées les différentes ordonnances d'application sur lesquelles l'accord est déjà intervenu, afin que la Haute Commission interalliée des territoires rhénans puisse être prévenue en temps utile.

Le secrétariat général serait, en outre, obligé à l'Ambassade d'Allemagne de bien vouloir lui communiquer copie du texte authentique et daté de ces différents documents.

dated July 31 (an order concerning the aeronautical activities of the members of the Reichswehr).

The Secretariat has the honour to inform the German Embassy that the form of these documents has not raised any objection on the part of the Conference, which therefore approves of the application of the régime in question.

As regards the circular letter relating to the police, the Conference's approval is naturally given on the understanding that the States themselves agree to act in conformity with the instructions.

The Secretariat has at the same time the honour to acknowledge receipt of the following documents :

(1) List dated July 7 of the thirty-six members of the Reichswehr holding pilot's certificates and authorised to continue their aeronautical training.

(2) Document (undated) indicating the proposed distribution among the various German States (*Länder*) of the fifty police officers authorised to receive aeronautical training.

The Conference has at the same time taken note of the declaration to the effect that the directors of aerodromes have been informed of the provisions applicable to the personnel of the Reichswehr.

The Conference would be obliged if the German Government would inform it of the date on which these documents take effect, and also of that on which the régime provided for by the Agreement of May 22 will enter into force, and on which the different application orders in regard to which agreement has already been reached will be promulgated, in order that the Inter-Allied Rhineland High Commission may be notified in good time.

The Secretariat would also be obliged if the German Embassy could communicate to it copies of the authentic and dated texts of these different documents.